

Décision N° ES/CR/2024/ 254

Avenants à la convention
d'objectifs et de
financement avec la CAF de
l'Oise pour les EAJE de la
Ville de Senlis (crèche
familiale, halte-garderie Val
d'Aunette, halte-garderie
Brichebay)

DECISION

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 5 juillet 2020, affichée le 6 juillet 2020 et reçue par Madame le Sous-Préfet de l'Arrondissement de SENLIS le 6 juillet 2020, portant les délégations consenties au Maire de Senlis par le Conseil Municipal en vertu des articles L 2122-21, L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté n°120 du 09 juillet 2020 portant délégation de fonctions et de signature à Madame Elisabeth SIBILLE, 3^{ème} Adjointe au Maire,

Vu la délibération n°19 du Conseil Municipal en date du 6 juillet 2023 autorisant Madame le Maire ou l'adjoint déléguée à la petite enfance à signer les conventions d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) 2023-2026 pour les établissements d'accueil de la petite enfance et tous avenants éventuels à intervenir,

CONSIDERANT la mise en place de nouvelles mesures de soutien aux équipements et services à destination des familles par la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 que prévoit la branche famille, il convient de passer des avenants avec la CAF de l'Oise,

DECIDONS :

Article 1 – La passation d'un avenant pour chaque EAJE avec la CAF de l'Oise reprenant l'ensemble des nouvelles mesures qui vont être mises en place sur la période de la COG 2023-2027. Ces avenants précisent que les modalités techniques de calcul de subvention PSU et des bonus associés seront communiquées ultérieurement aux gestionnaires par l'envoi d'addenda venant ainsi préciser les modalités de mise en place des mesures nouvelles.

Article 2 – Les établissements d'accueil du jeune enfant concernés par un avenant sont : la crèche familiale, la halte-garderie Val d'Aunette, la halte-garderie Brichebay.

Article 3 – Ces avenants prennent effet au 01 janvier 2024 et jusqu'à la date d'échéance de chaque convention d'objectifs de financement des EAJE concernés, soit jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 4 – L'intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif – 14 rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 5 – L'ampliation de la présente décision sera adressée à :

- La Sous-Préfète
- L'intéressé

Fait à Senlis, 23 JUL. 2024

23 JUL. 2024

Cette décision a été,
Reçue en Ss-Préfecture le : 23 JUL. 2024
Notifiée le : 23 JUL. 2024
Publiée sur le site de la collectivité le :



Elisabeth SIBILLE
3^{ème} Adjointe Déléguée à la Petite Enfance,
à l'Education et à la Jeunesse